

La formation

Nous avons demandé à Jean GRAND et Michel CHAUVIÈRE de nous donner leur point de vue sur la formation des éducateurs spécialisés. Celle-ci est sanctionnée depuis 1967 par un Diplôme d'Etat qui définit des programmes et des rapports entre le temps de stage et le temps d'études. Les écoles d'éducateurs sont dirigées par d'anciens professionnels, les « permanents ». L'enseignement théorique y est généralement assuré par des universitaires payés à la « vacation » et donc présents dans les écoles pour la seule durée de leurs cours.

Jean Grand est directeur de la formation du mouvement « Aide à toute détresse », qui travaille en milieu sous-prolétaire français et étranger, ce que les historiens de ce mouvement appellent le « quart-monde ».

Michel Chauvière est « permanent » à l'école d'éducateurs de la rue Parmentier, à Paris, chargé de la formation des éducateurs en cours d'emploi, que la loi oblige désormais à être titulaires du Diplôme d'Etat.

Philippe MEYER : Le premier problème que je voudrais vous poser, c'est celui de la sélection. Il est difficile de savoir sur quels critères elle se fait. Mais elle existe, le nombre des candidats refusés à l'entrée dans les écoles est considérable : à peu près 6 ou 7 sur 10.

Michel CHAUVIÈRE : J'ai une petite expérience de la sélection, puisqu'avant de travailler avec des éducateurs spécialisés, j'ai travaillé dans un centre de formation d'animateurs socio-éducatifs où j'avais été recruté pour faire des sélections en tant que psychologue. J'ai donc eu l'occasion de voir défiler plus d'une centaine de candidats, et le résultat était à peu près l'admission d'un candidat sur dix. Les critères sont à peu près les mêmes pour les éducateurs spécialisés. Il y a, d'une part, la culture générale, appréciée

LA FORMATION

d'après les réponses des candidats à un questionnaire, et au cours d'entretiens avec des professionnels, des animateurs en l'occurrence...

Philippe MEYER : Et quel était le contenu de ce questionnaire ?

Michel CHAUVIÈRE : Le contenu ? Les questions étaient bâties à partir d'un numéro du *Monde* récent. Donc le critère était très simple : lire *Le Monde* ou tout du moins avoir un minimum d'informations sur les grands problèmes que pose un journal comme *Le Monde*.

Jean GRAND : Ce qui donne déjà un modèle d'une culture générale.

Philippe MEYER : Est-ce que vous avez les mêmes méthodes ?

Jean GRAND : Non, nous n'avons pas du tout les mêmes critères de sélection. Pour nous ce n'est pas la culture générale qui importe, parce qu'on reçoit des gens qui ont une expérience professionnelle de travailleur social, qui sont assistants sociaux, éducateurs spécialisés, infirmières, ou des gens qui n'ont aucune expérience, aucune formation, qui démarrent avec nous. C'est peut-être moitié-moitié. On a beaucoup plus de mal avec la deuxième catégorie parce qu'ils viennent étant en cours de licence — licences extrêmement variées, littéraires, philosophiques, sociologiques, etc. — ou ayant fini une licence ou une grande école, une école de commerce ou Sciences Po, ou ayant même commencé un travail dans l'industrie ou le commerce. Finalement ils viennent par une espèce de rejet du type d'avenir qui leur est ouvert par ces écoles et ces professions, et avec la volonté de trouver un boulot où ils pourraient s'engager personnellement, transformer la société, s'occuper des plus pauvres, etc. C'est une motivation très intéressante mais qui est parfois dangereuse.

Notre premier critère, c'est que l'on vienne avec un souci d'engagement personnel, qu'on soit prêt à risquer du temps, perdre de l'argent, etc. C'est au cours de la formation théorique, et surtout dans les stages sur le terrain, que nous pouvons nous rendre compte de la solidité personnelle du bonhomme, parce que, finalement, les critères sont l'engagement personnel et la solidité ; il faut des hommes qui sachent se tenir et affronter, qui aient de la résistance, psychologique et même physique, de la patience, du bon sens. Ensuite nous souhaitons une certaine formation de culture générale, professionnelle, mais pour nous ça vient en second lieu, et s'ils manquent de culture générale, après un an d'expérience

LA FORMATION

chez nous, on les enverra dans une école, dans une université, dans un I.U.T., où on se chargera de leur formation.

Voilà donc pour ceux qui arrivent chez nous sans avoir reçu une formation de travailleurs sociaux. Pour ceux qui ont une formation, les critères de personnalité restent pour nous principaux.

Philippe MEYER : Est-ce que vous ne pensez pas qu'au fond, cette exigence d'une personnalité forte, disons « bonne », est une exigence qu'on retrouve dans la sélection et dans la formation de l'ensemble des écoles d'éducateurs ou d'assistants sociaux ?

Michel CHAUVIÈRE : Les critères de culture générale sont les plus faciles à cerner, mais la partie de la sélection la plus essentielle, c'est toujours celle qui porte sur la personnalité des candidats. L'important, en dernière instance, étant l'impression que le candidat laisse sur les membres du jury. Car ce qui se passe au moment de la décision est beaucoup plus lié à ces impressions subjectives ressenties par chaque juré que lié aux résultats du candidat aux différents tests qui lui ont été proposés. Par exemple, tout candidat qui faisait état d'une pratique syndicale honnête, sympathique, décrite en des termes non agressifs, plutôt chaleureux, et dont on voyait qu'il était plus coopératif que contestataire, avait, a priori, la faveur du jury. Par contre, toujours a priori, il y avait des tas de gens dont on se « méfiait » ; par exemple tout individu ayant des comportements un petit peu marginaux, originaux, schizoïdes sur les bords, une trop forte tendance à la rêverie ou à l'expression poétique, en dehors des canaux prévus. Il y avait une espèce de portrait robot de l'animateur dans la tête de ceux qui sélectionnaient. Et c'est vrai de toutes les sélections chez les éducateurs : il y a aussi une espèce de modèle professionnel, sous-tendu par une conception essentiellement psycho-pédagogique du rôle de l'éducateur.

Philippe MEYER : Mais pourquoi les travailleurs sociaux sont-ils sélectionnés en fonction de leur personnalité et non de leur compétence technique ?

Michel CHAUVIÈRE : Ta question renvoie à une autre, toute simple : les travailleurs sociaux sont-ils formés ? Toutes les pédagogies, dans les écoles actuelles, sont des pédagogies du modèle. Ici l'éducateur en « blouse blanche » auxiliaire du psychiatre, là l'éducateur-animateur, là l'éducateur-substitut-parental, pivot de toutes les rééducations. On va même jusqu'à prendre ses désirs pour des réalités en affirmant que le psychiatre doit être l'auxiliaire de l'éducateur. Il y a donc une pluralité apparente des modèles.

Apparente seulement. Tous ces modèles ont entre eux au moins trois points communs. L'éducateur est un psycho-pédagogue, il occupe une fonction éducative et il travaille en équipe. La formation a donc pour finalité d'inculquer tous les signifiants professionnels utiles (comportements, discours, déontologie, etc.) au travers desquels l'éducateur devra se vivre et surtout se dire s'il veut obtenir le label.

C'est donc bien la personnalité de l'éducateur qui est en jeu. Dans cette perspective, la sélection devient une mesure de type préventif. Il s'agit avant tout de limiter les risques d'échecs pour la profession. Toutes les écoles acceptent de jouer ce jeu-là. Ce n'est que dans un second temps qu'elles marquent de leurs idéologies propres les sélectionnés. On est dans un secteur très coopératif. Ecoles et terrains professionnels s'épousent parfaitement. Il n'y a pas moyen d'y échapper. Tout est finalisé d'avance.

Philippe MEYER : Ce que tu as dit sur l'attitude des sélectionneurs par rapport à l'engagement syndical des candidats me paraît aussi typique. Ce qui n'est pas supporté, c'est la rupture. On peut être en désaccord, mais on ne peut pas être en rupture, à l'intérieur de l'école. Le modèle des écoles reste d'ailleurs souvent explicitement la famille.

Michel CHAUVIÈRE : Je vais tout à fait dans ton sens. Dans les écoles, il s'agit de formation professionnelle, et de formation professionnelle dans un certain climat. De ce point de vue-là on peut dire que c'est effectivement dans le prolongement de l'ambiance familiale, puisque même le thème de la grande famille est encore développé dans pas mal d'écoles d'éducateurs. Cela est confirmé aussi par le fait qu'il y a dans les écoles des permanents, des gens qui sont là pour assurer une présence continue, une présence qui ne se justifie pas au titre de l'enseignement puisque c'est une catégorie qui enseigne peu ou pas, mais une présence qui se justifie comme se justifie en quelque sorte la présence permanente des éducateurs auprès des enfants. Ça me paraît caractéristique. On peut parler de préceptorat : les permanents des écoles sont des précepteurs, qui ont vis-à-vis des élèves un rôle décalqué de celui des éducateurs d'établissements auprès des enfants. Et tout ça en référence à un modèle familial.

Philippe MEYER : Nous n'avons fait que préciser la question de cette importance accordée au contrôle et à la formation de la personnalité. Nous n'en avons pas donné les raisons.

Jean GRAND : Cela me paraît d'autant plus important chez nous qu'on accepte de prendre au départ des gens qui n'ont pas de

LA FORMATION

qualification professionnelle, et on dit : ce qui compte c'est leur personnalité ; la formation professionnelle, on ne va pas la leur donner, elle viendra ; ce sont les qualités de cœur, les qualités de caractère, d'intelligence... Nous sommes d'autant plus libres que nous ne sommes pas une école très spécialisée. Nous prenons des gens très divers qui pourront avoir des points de chute extrêmement différents. Il y a des gens qui pourront au mieux rester secrétaires s'ils ne sont pas capables de faire du travail direct dans l'implantation ; d'autres qui font du travail de recherche en bibliothèque, d'autres qui se lanceront dans un travail théorique de psychologue ou de sociologue, et d'autres qui seront éducateurs de jeunes, animateurs de cité, puéricultrices d'enfants inadaptés, etc. Il y a une grande gamme à l'intérieur même du mouvement, qui permet d'orienter et d'utiliser des personnalités extrêmement diverses.

Michel CHAUVIÈRE : Vous reproduisez une espèce de microcosme social où toutes les professions sont représentées, si je comprends bien. D'où vient cette orientation-là ? Elle me paraît assez intéressante et en même temps j'ai l'impression d'un retour en arrière de 25 ans. Les conditions dans lesquelles les premiers travailleurs sociaux ont exercé dans l'après-guerre sont assez proches de celles que vous décrivez : il s'agissait d'anciens scouts, ou d'anciens des camps de jeunesse déterminés à s'engager au service de tous ces gens que la guerre avait rejetés. C'était une sorte de militantisme social. Depuis, petit à petit, ces professions se sont organisées, structurées et surtout normalisées. L'esprit pionnier a disparu. Et cela paraît irréversible. Pourquoi chercher à recréer ces conditions ?

Philippe MEYER : J'ai envie d'ajouter une question : est-ce que cette exigence d'une personnalité forte signifie que ce qui vous paraît l'outil de travail essentiel du travailleur social, c'est sa personnalité ?

Jean GRAND : Oui, absolument. Nous sommes très conscients de la nécessité d'une technique, d'une professionnalisation, mais nos premiers critères concernent la personnalité.

Michel CHAUVIÈRE : Je pense aux discours tenus par les idéologues des professions d'assistantes sociales et d'éducateurs — je mets les animateurs de côté pour l'instant —, à un certain niveau j'ai l'impression qu'ils sont tout à fait en accord avec ce que vous dites, mais chez eux c'est nostalgique. Le discours sur l'engagement au service de..., ils le tiennent en sachant très bien que les professions ont évolué ; elles ont peut-être été philanthropiques ou militantes à

LA FORMATION

un moment donné. Elles le sont de moins en moins, ne serait-ce qu'en raison de l'évolution politique du pays. On est passé à un capitalisme monopoliste, technocratique. Et pourtant la fonction sociale des travailleurs sociaux s'en trouve modifiée.

Jean GRAND : Je ne pense pas.

Michel CHAUVIÈRE : De toutes façons, il ne faudrait pas qu'on rentre dans le faux débat du travailleur social technicien et du travailleur social militant.

Philippe MEYER : Ce que tu appelles un faux débat entre le militant et le technicien me paraît aussi un faux débat, mais c'est exactement le débat révélé par l'enquête que nous avons faite, entre les travailleurs sociaux qui veulent à tout prix être des techniciens pour ne plus être des dames d'œuvres, et ceux qui, au contraire, mettent en avant la vertu de l'engagement aux côtés de leur clientèle. Il y a, je pense, un élément de départ sur lequel on peut être d'accord et qu'on ne peut que constater, c'est que dans la plupart des cas les motivations pour devenir du travailleur social sont : ou bien l'exercice d'un métier insatisfaisant, trop fonctionnarisé, etc., ou bien la philanthropie, la volonté d'aide, de maternage, qui est très forte et qui paraît de façon évidente dans les dossiers de candidature des écoles où les gens sont invités à mettre en une page ce qui les pousse à vouloir devenir des travailleurs sociaux.

Jean GRAND : Nous tenons beaucoup à susciter, lorsque ça n'existe pas, et nous accueillons avec ferveur lorsque ça se présente, l'appel à la technique. Si j'ai souligné l'autre aspect, c'est parce qu'il est primordial. D'ailleurs, depuis le début du mouvement, il y a donc plus de dix ans, l'appel d'une volonté de technicisation, d'une professionnalisation a grandi ; on devient de plus en plus exigeant ; on est pressé et bousculé par les réglementations elles-mêmes. Mais pour nous, ça vient après.

Ce qui commande tout, et les exigences quant à la personnalité et les exigences techniques, c'est le type de population auquel nous adressons. Ce qui prédomine par exemple dans notre formation, ce qui est le premier pas de notre formation, c'est la connaissance de ce peuple. Et c'est ce qui va commander tout le reste. Tout devra être perpétuellement révisé pour acquérir une meilleure connaissance de ce qu'est ce peuple, ce qu'il devient, ce qu'il risque de devenir.

Le jugement sur la personnalité du travailleur social, nous ne sommes pas pressés de le faire. On peut garder quelqu'un deux

LA FORMATION

mois et puis, d'un commun accord, nous séparer de lui, ou le garder six mois et ne pas continuer à travailler avec lui ; un autre peut rester deux ans, trois ans, dix ans ; donc sa personnalité se juge tout au long de ces mois et de ces années. Mais quel qu'il soit, quel que soit le type de travail qu'il aura à faire, la première initiation que nous lui donnons, soit théoriquement (des cours, des livres...), soit par la rencontre de gens qui sont en poste dans les secteurs d'habitation de ces populations, qui peuvent témoigner de leur travail, de leurs méthodes, de leurs problèmes individuels ou de groupe, soit encore par des stages de probation en quelque sorte, sur le terrain, porte sur ceux devant lesquels il aura à se présenter, avec lesquels il devra dialoguer et vivre.

Philippe MEYER : Si je comprends bien, ce que vous appelez une forte personnalité ou une personnalité dont la structure convient au type de travail social que vous souhaitez, c'est une personnalité capable d'être reconnue et de reconnaître le milieu dans lequel vous l'immergez pendant un temps.

Jean GRAND : Oui. Je suis amené à faire le constat des déficits de la formation officielle des travailleurs sociaux lorsque j'accueille et que je forme des professionnels qui doivent travailler avec nous.

Premier point : ce que je viens de dire par rapport au but fondamental du mouvement : l'inconnaissance, la méconnaissance quelquefois complète du type de population dans lequel ils vont avoir à vivre, et cela chez des gens qui ont été formés dans une école d'assistantes sociales.

Deuxième point : chez des gens qui ont déjà exercé un travail social, un manque de réflexion politique sur ce que signifie le travail social, sur les positions qu'ils prennent eux-mêmes dans la société, la connaissance de cette société, de ses structures économiques et politiques. Il ne s'agit pas seulement d'une connaissance intellectuelle, mais aussi de leur position personnelle dans la société.

Et le troisième point, qui est lié au second mais qui est plus vaste : comment est-ce que, moi, travailleur social, je donne un sens au travail social et à ma vie de travailleur social ? — question en quelque sorte de type philosophique.

Ce sont ces trois déficits que je rencontre chez des gens qui ont déjà reçu une formation sociale.

Michel CHAUVIÈRE : Si je m'en tiens à une analyse en ces termes, je constate effectivement les déficits. Je les constate d'autant mieux peut-être que je travaille dans le cadre d'une formation en cours d'emploi d'éducateurs spécialisés ayant déjà une pratique éducative d'au moins deux ans.

LA FORMATION

1) Ils méconnaissent fréquemment et l'origine des enfants qu'ils reçoivent, et les conditions de fonctionnement de l'institution, et les problèmes politiques qui déterminent l'institution, et le phénomène d'adaptation. Bref, quant à leur travail, ils ne savent que ce qu'on a bien voulu leur dire en termes de fonction éducative.

2) Ils ont peu ou pas du tout d'engagement, ni culturel, ni idéologique, ni syndical, ni politique à plus forte raison.

3) Ils paraissent privés de vie individuelle, je ne dis même pas de vie personnelle mais de vie individuelle. On a affaire à des gens, beaucoup de femmes célibataires en particulier, qui ont investi énormément dans une activité éducative ou dite éducative auprès de jeunes, le plus souvent dans des internats qui sont des institutions extrêmement totalitaires. On sent chez la plupart qu'ils n'ont pas et ne peuvent avoir de vie hors de cette activité. On épouse sa fonction.

Mais la question que je me pose est de savoir où cela mène de parler en termes de déficits. Est-ce qu'on n'est pas en train de véhiculer une idéologie de la formation ? La formation, c'est la panacée universelle, ou bien encore la formation c'est l'éducation des personnes — sans dire quelles personnes, quelle éducation et dans quels buts. C'est un problème qui se pose là où je travaille : on nous a beaucoup reproché de ne pas poser les problèmes en termes de personne, de ne pas poser la question du « savoir-être » par exemple — un thème qui est cher à la profession —, de ne pas poser le problème des attitudes, de ne pas poser les problèmes de psycho-pédagogie à proprement parler, de ne pas parler de déontologie, bref de débarrasser la formation de tout ce qui apparaît comme « humain ». La raison en est fort simple. Cet « humain » là est très manipulateur. Nous voulons bien respecter les personnes, mais pas en les mystifiant comme la pratique en est courante dans la majorité des écoles d'éducateurs. Que la formation ait des effets au niveau de la personnalité de chacun, nous ne le nions pas. Mais nous nous refusons, dans un cadre de formation professionnelle, à les rechercher à tout prix.

Après tout, la meilleure façon que les éducateurs sortent de leurs ghettos professionnels, c'est encore qu'ils en sortent réellement et qu'on cesse de les y adapter. Comme il n'y a pas de spécificité de la fonction éducative, contrairement à ce qu'on dit très souvent, c'est assez facile si on veut s'en donner la peine. La formation devient tout simplement une formation en sciences humaines, avec tout ce que cela a d'imprécis, de contestable, de critique. Le reste — en particulier la question du désir, de la motivation — ça regarde chacun des travailleurs sociaux, mais surtout pas les formateurs.

LA FORMATION

Jean GRAND : Voilà, très concrètement, comment j'ai été amené à procéder : je mets entre parenthèses pour le moment la première partie, la plus importante, qui concerne la connaissance du sous-prolétariat. Nous avons pensé qu'il était indispensable que, dans le cadre même de la formation, nous fassions une formation économique-politique, une description des rouages de l'économie nationale, une description de la politique sociale de la France, de la politique du logement, et ceci sous forme un peu technique mais aussi sous forme engagée. C'est-à-dire que l'on fait appel à des gens qui sont eux-mêmes des techniciens, mais qui ont des engagements politiques et qui savent dire les positions qu'ils prennent en fonction même de ces engagements. Nous tâchons que ces jugements soient divers, de manière que les gens aient la possibilité d'analyses diverses de la société, que ça les oblige à se poser eux-mêmes la question de leur choix et à se dire : il faut que nous soyons nous-mêmes là-dedans.

Le troisième point se fait d'une manière beaucoup plus diffuse. Il se fait dans des journées de réflexions qui sont de type idéologique au fond. Quelle est l'idéologie du mouvement ? Ce que nous proposons, c'est une discussion en groupes d'une cinquantaine en général, ensuite par petits groupes, à l'intérieur desquels les gens sont amenés à trouver leur propre mode d'unification de leur pratique. Dans le mouvement, il y a des unifications de type très divers : il y a des gens qui sont catholiques, pour qui certainement la foi religieuse permet cette unification ; il y en a qui sont athées, qui ont une sorte de morale du devoir, une morale de type kantien ; il y a des gens qui, au point de vue politique, sont gauchistes, ou qui sont proches du Parti communiste, ou dans le Parti communiste ; il y en a qui sont proches de la majorité ; la tension existe, mais ce que le mouvement demande à chacun, c'est d'être un militant en fonction de son idéologie, de s'unifier dans cette idéologie et d'être partie prenante de toute l'action du mouvement.

Michel CHAUVIÈRE : Il y a une difficulté. Lorsque vous parlez, vous parlez à la fois de la formation à laquelle vous travaillez et dans laquelle vous avez des responsabilités, et puis vous parlez aussi en tant que militant. A la limite, les deux choses chez vous ne se distinguent pas tellement. Alors que dans mon cas, d'une certaine manière, j'ai une pratique professionnelle qui m'occupe 40 heures par semaine, dans laquelle j'investis pas mal, c'est vrai, mais qui n'est pas tout mon engagement social. J'ai par ailleurs des pratiques politiques, syndicales, etc., qui bien souvent sont en contradiction totale avec ce que je fais et même ce que je dis en tant que formateur. C'est pour ça que je me sens en difficulté

par rapport à ce que vous décrivez. D'un point de vue militant, je suis prêt à discuter ce que vous faites, sans y adhérer forcément, mais quand s'y mêle un point de vue professionnel le débat devient très difficile. J'ai, bien sûr, comme objectif que les travailleurs sociaux, ceux dont je m'occupe, mais aussi les autres, fassent un pas en avant sur le terrain politique, mais pour moi les deux plans sont dissociés. J'ai une première stratégie partant du domaine professionnel et une autre directement politique. L'articulation entre les deux, c'est toute la question du travail social.

Philippe MEYER : Chez les travailleurs sociaux que vous recevez l'un et l'autre, après un certain temps de pratique professionnelle, quelles sont en amont les raisons des déficits et quel est en aval le type de métier exercé par ces gens qui n'ont pas cette formation, cette connaissance sociale, cet intérêt social, cet intérêt politique et cette vie personnelle ou cette vie individuelle dont vous parliez l'un et l'autre ?

Michel CHAUVIÈRE : Dans l'institution où il travaille, l'éducateur spécialisé est extrêmement dépendant. Cette dépendance existe à l'égard des psychothérapeutes, des psychologues, des psychiatres, bref de tous ceux qui sont plus techniciens que lui et qui investissent beaucoup moins dans l'institution puisqu'ils y ont une pratique à la vacation, donc très irrégulière. Cette dépendance existe également à l'égard du directeur de l'institution, qui représente le conseil d'administration, donc le pouvoir. L'éducateur est lié à l'institution à la fois par un contrat de travail et par un mode de fonctionnement en équipe. L'équipe a pour fonction de limiter les ambitions personnelles, d'amener les salariés à une idéologie moyenne, celle qui va permettre de tenir parce qu'il faut bien que les institutions tiennent et que le moins possible de problèmes intérieurs soient diffusés à l'extérieur. Il faut toujours penser qu'on a affaire à des institutions très fermées et non pas à un travail dans un milieu ouvert, comme dans votre cas, — bien qu'il existe des éducateurs de prévention ou d'A.E.M.O.¹ et que se multiplient les externats. Mais, de toute façon, la formation reste organisée en direction des internats.

A cause de cette double dépendance, l'éducateur, quoi qu'on fasse pour l'aider, ne peut que très difficilement y voir clair. Les résistances idéologiques sont le plus souvent très fortes. Dans le centre de formation où j'exerce nous nous sommes donné comme objectif que l'éducateur se réapproprie une pratique éducative vraie. Nous avons fait l'hypothèse qu'en dépit des conditions que connaissent les institutions dans lesquelles l'éducateur travaille

1. Action éducative en milieu ouvert.

LA FORMATION

habituellement, il était malgré tout possible qu'il s'approprie ou se réapproprie cette pratique, qui est d'une certaine manière bien réelle mais, pour l'instant, confisquée par d'autres. Qu'il se la réapproprie parce que, de tous les travailleurs d'une institution de rééducation ou d'éducation, l'éducateur est de ceux qui sont le plus présents avec les enfants ; il n'y a pas de raison qu'il ne tire pas le bénéfice maximum de cette présence, au niveau de sa connaissance de l'enfant, au niveau de son savoir, au niveau de son pouvoir dans l'institution, etc. Qu'il se la réapproprie également en percevant clairement ce que cette pratique dans laquelle il est enfermé par ceux qui la définissent uniquement comme une fonction éducative (c'est la formule dans laquelle on enferme les éducateurs : vous êtes là parce que vous avez une fonction éducative, un point c'est tout) est également une pratique sociale et, comme telle, qu'elle oblige à poser la plupart des problèmes en termes politiques et aussi en termes de pouvoir. En définitive, cet objectif nous rapproche de votre position, bien que nous ayons fait presque le chemin en sens inverse. Nous sommes partis de la position aliénée, ou colonisée, ou dépendante de l'éducateur spécialisé, pour essayer de voir dans quelle mesure, en s'appuyant sur les institutions de formation et en transgressant les contenus idéologiques des dites formations, l'éducateur peut advenir à une pratique sociale, une pratique de travailleur social au sens plein du terme, un peu comme d'autres, par d'autres voies, comme vous par exemple, se la donnent de manière directe et immédiate. Mais ceci dit, il faut poser aussi la question : quelle pratique sociale ?

Jean GRAND : Nous sommes très soucieux également de ce que le conditionnement par tous les « psy » soit limité, et d'une certaine manière nous protégeons nos élèves à l'égard des « psy ». Au point de vue de la direction du mouvement ou du service, on lutte contre l'enfermement dans la pratique. On veut, on exige non seulement que les élèves trouvent du temps pour se reposer, mais qu'ils trouvent du temps pour s'ouvrir, à l'intérieur du mouvement, aux problèmes autres, qui ne sont pas ceux de leur éducation, des jeunes délinquants, etc. Mais qui sont des problèmes d'enfants, des problèmes de politique, des problèmes de cités tout entières. Continuellement, chaque secteur de travail social du mouvement oblige à briser sa spécificité.

Michel CHAUVIÈRE : Nous sommes d'accord sur cet objectif-là. Mais vous disposez d'une structure d'accueil. Avec votre mouvement, vous proposez une référence politique, idéologique, contrairement à nous qui n'avons rien d'autre que nos propres engagements

personnels. Il n'est pas question dans les écoles de refaire des groupes de pression idéologiques, ce serait aller en marche arrière ; c'est pour ça que nous essayons, dans l'état actuel des choses, de faire que la personne ou les personnes des éducateurs en formation ne s'investissent pas trop dans la formation, et même de bien distinguer avec eux et devant eux ce qui est de la formation professionnelle et ce qui est de l'engagement personnel que chacun peut prendre à l'extérieur, ce qui est du corporatisme, et ce qui n'en est pas.

Et là il y a une difficulté. Dans les écoles d'éducateurs spécialisés ou d'assistantes sociales, ou même d'animateurs socio-éducatifs, on a pris depuis toujours l'habitude d'organiser la formation de manière que l'étudiant ou le stagiaire trouve suffisamment d'activités pour y investir pratiquement tout son temps. Ce n'est que récemment qu'on a commencé à concevoir que les internats étaient bien dépassés. Mais l'internat ou le semi-internat, c'est encore la règle dans certaines écoles ; il y a une raison simple à cela : l'internat permet le contrôle des derniers temps libres par les formateurs. Les temps libres de fin de journée en particulier, qui sont des moments possibles pour des activités soit sexuelles, soit politiques. Et tout cela est justifié, ce qui est plus grave, par une certaine idéologie de la formation. C'est le fameux savoir, savoir-faire, savoir faire-faire, et savoir-être. Le savoir-être étant bien évidemment le plus important. Pour nous, le savoir-être est ailleurs, et la formation est au niveau du savoir, et du savoir-faire. Le savoir-être est un problème qui ne nous concerne pas — à plus forte raison dans le cadre d'une formation professionnelle en cours d'emploi avec des gens qui ont déjà une pratique. Là nous avons été obligés de nous démarquer.

Jean GRAND : J'ai un peu les mêmes problèmes parce que, il faut bien le dire, la vie et la formation dans un mouvement comme le nôtre ont quelque chose de totalitaire, c'est-à-dire qu'elles tendent à prendre la totalité de la personne, de son temps, de ses soucis, surtout si elle est célibataire. Nous nous rendons compte qu'il n'est pas bénéfique pour les individus et pour la richesse même de l'action dans le mouvement que tous soient soumis à demeure et continuellement à une présence constante. Il y a là chez les responsables de la formation une tension entre la tendance de ceux qui pensent qu'il y a quelque chose qui doit passer d'une manière constante, à travers la vie et l'engagement de tous les instants, et ceux qui disent : il faut que nos éducateurs et nous-mêmes nous ayons le temps pour vivre au plan de la culture, au plan de la politique, au plan de la famille, ailleurs que dans les structures et dans le temps que nous prend le mouvement.

LA FORMATION

Michel CHAUVIÈRE : Je voudrais revenir à la question que j'avais soulevée tout au début du débat : celle de la division du travail dans les écoles.

Il y a en gros quatre types de formateurs. Il y a d'abord l'équipe de direction des écoles, qui a la charge du recrutement des collaborateurs enseignants, de la direction générale des programmes, de la direction générale de l'école au plan administratif. Le pouvoir est à leur niveau. Ensuite il y a les formateurs permanents. Puis les vacataires, c'est-à-dire les enseignants qui sont des spécialistes de ceci ou de cela, des universitaires en général, couvrant tous les secteurs des sciences humaines et des techniques éducatives. Enfin il y a, dans certains cas, des formateurs sur le terrain, et même, dans le cas de professionnels qui se forment en cours d'emploi, des correspondants de l'école sur le terrain.

Si j'exclus pour l'instant le quatrième type de formateurs, le plus mal placé, c'est le formateur permanent, qui est coincé entre la direction de l'école qui détermine les programmes et choisit les options, et le formateur vacataire qui assure les enseignements non spécifiques. Que fait le permanent ? Il doit animer les groupes, au sens large (ça veut tout dire et rien dire à la fois) ; il est chargé de la formation spécifique, c'est-à-dire la psycho-pédagogie, parce que c'est vraiment le pilier idéologique dans toutes ces formations, et de la formation aux techniques éducatives qu'il connaît parce qu'il est d'ordinaire un ancien professionnel expérimenté et a été recruté sur cette base-là. Son autre fonction — et c'est là que c'est intéressant —, c'est de discuter, de « confesser » sur des problèmes personnels ou de travail les stagiaires dont il n'assure pas la formation proprement dite. Enfin, dernier point, il a beaucoup plus de responsabilité en matière d'évaluation de la formation que n'importe lequel des autres formateurs. Pour faire ce travail-là, il faut être un homme de confiance. Tant et si bien qu'un formateur permanent en tant que tel n'a pas le droit d'avoir une idéologie différente de celle de son école, contrairement aux enseignants vacataires. Comme l'éducateur, il est dans un ghetto et n'a que le devoir d'y remplir une fonction finalisée d'avance.

Le seul fait que les permanents d'école aient un temps de travail de 40 heures par semaine est dément : 40 heures d'activités de type pédagogique, c'est plus même que l'instituteur du primaire. De plus, l'existence de ce type de formateurs renforce tous les découpages de la théorie et de la pratique. Il y a la pratique dont il est responsable, la pratique se confondant avec l'idéologie ; et puis il y a la théorie : c'est l'extérieur, ce sont les sciences humaines, ce sont les techniciens, ce sont les vacataires de l'université. C'est ce découpage-là qui est majeur, qui est dominant.

D'ailleurs, il y a des questions qu'on ne résout pas, je dirais

LA FORMATION

même qu'on ne pose pas dans les écoles d'éducateurs. Une première par exemple : la place de l'enseignement de la sociologie. C'est trop dangereux, posé comme ça. Alors on s'en tient à une sociologie utile : « l'étude des milieux », et on espère que les enseignants voudront bien, de leur côté, en rester là. Autre question : la théorie. On a fabriqué une formule géniale : « pratique-théorie-pratique », dans laquelle la question de la théorie est évacuée au profit de la pratique, entendons de l'idéologie. La pratique, c'est l'alpha et l'oméga du travailleur social.

On comprend donc bien pourquoi il y a dans ces écoles des formateurs permanents assujettis et dépendants. Si les vacataires marchent au savoir, les fondateurs permanents, eux, marchent à l'idéologie.